

Rapport du Groupe E2

Russie : la Fédération en guerre.

« LA GUERRE ECONOMIQUE RUSSE CONTRE L'UNION EUROPEENNE »

QUEST'IE 2025

Amélie SEGLA (chef de groupe), Gaspard SOULIGNAC, Antoine ODOBEZ, Lilou DAUTHIEUX, Emilien POUCHIN, Gildas TIZON.

Table des matières

Résumé exécutif	3
Méthodologie	3
Sources	3
1	5
2	7
2.1	7
2.2	7
2.3	8
2.4	9
3	10
3.1	10
3.2	10
3.3	11
3.4	11
3.5	12
4	13
4.1	13
4.2	14
4.3	15
5	16
6	16

Résumé exécutif

Entre 2022 et 2025, la Russie a conduit contre l'Union européenne une guerre économique méthodique, combinant levier énergétique, espionnage industriel, opérations de sabotage, manipulation financière et ingénierie informationnelle. Ces instruments ne sont pas déployés de façon isolée : ils s'articulent dans une stratégie cohérente visant à affaiblir la résilience économique européenne, à diviser les États membres et à réduire leur capacité à soutenir l'Ukraine.

L'interdépendance héritée de l'après-URSS - gaz, pétrole, métaux, engrais - s'est retournée en instrument de coercition après l'annexion de la Crimée (2014), puis en confrontation ouverte avec l'invasion de 2022. Face à cela, l'UE a engagé un découplage énergétique qui reste inachevé : en 2024, le gaz russe représente encore 19 % des importations européennes, contre 45 % en 2021.

Sur le plan opérationnel, Moscou a restructuré son appareil de renseignement (GRU, FSB, SVR), recruté des agents via les réseaux sociaux, ciblé les industries de défense et les infrastructures critiques. Ses opérations financières - réseaux de blanchiment, sociétés-écrans, flotte pétrolière clandestine - lui ont permis de financer son effort de guerre malgré dix-neuf paquets de sanctions. Ces mécanismes sont détaillés dans le présent rapport.

Méthodologie

L'analyse qualitative, basée exclusivement sur des sources ouvertes (littérature académique, rapports de think tanks, documents officiels européens), identifie les grandes tendances des stratégies hybrides et géoéconomiques russes (énergie, sanctions, corruption, désinformation) dans le contexte historique des relations UE-Russie. Une seconde étape utilise des études de cas (Allemagne, Royaume-Uni, Pologne, États d'Europe centrale et orientale) pour illustrer les mécanismes (espionnage, sabotages, ingénieries) et les réponses nationales (réformes, sanctions, résilience), révélant des vulnérabilités et des lignes de fracture au sein de l'UE. Enfin, un examen sectoriel ciblé (énergie, métaux critiques, agroalimentaire, défense, finance) décrypte l'articulation de la guerre hybride de Moscou (économique, informationnelle, opérations clandestines) via l'usage combiné d'outils étatiques, réseaux privés, acteurs criminels et dispositifs d'influence. L'objectif est d'identifier les logiques d'acteurs et mécanismes récurrents pour mieux anticiper les risques et marges de manœuvre des États membres.

Sources

Le texte s'appuie sur un large éventail de sources ouvertes : rapports de centres de recherche (CSIS, Atlantic Council, CEPA, instituts européens), articles académiques (énergie, sanctions, corruption, renseignement, guerre hybride) et documents institutionnels de l'UE (sanctions, évaluations de dépendances, résilience). L'analyse de la guerre économique intègre également des enquêtes d'investigation (OCCRP, médias), des fuites (réseaux pro-Kremlin, emails, dossiers judiciaires) et des reportages sur l'espionnage, le sabotage, le blanchiment ou l'ingénierie électorale. Ce croisement de sources permet de minimiser les angles morts et de distinguer les faits établis des récits de guerre.

1 Introduction

La guerre économique conduite par la Russie contre l'Union européenne ne se réduit pas à des représailles commerciales. C'est une stratégie d'intelligence économique offensive, dans laquelle l'État mobilise ses atouts - énergie, matières premières, finance, information - pour peser sur les rapports de force. Dans la doctrine russe, l'économie est un théâtre de confrontation à part entière : le gaz, les métaux critiques ou les engrais ne sont pas de simples produits d'exportation, mais des vecteurs de puissance permettant de créer de la dépendance, de diviser les adversaires et de contraindre leurs choix politiques.

Cette stratégie s'est construite sur plusieurs décennies. Après l'effondrement de l'URSS, Moscou s'est imposé comme fournisseur incontournable de l'Europe en hydrocarbures, en s'appuyant sur une logique d'interdépendance néoclassique. La rupture intervient avec l'annexion de la Crimée en 2014 : l'UE adopte ses premières sanctions sectorielles, tandis que Moscou expérimente déjà son arme énergétique et ses campagnes d'influence. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022 achève de faire basculer la relation dans une logique de confrontation ouverte.

L'UE se perçoit depuis lors comme une cible de guerre hybride. Elle engage un divorce énergétique accéléré mais coûteux, tandis que Moscou considère le bloc européen comme un adversaire à affaiblir sur la durée - militairement, technologiquement, informationnellement. Certains États membres restent pourtant piégés dans leurs dépendances héritées (gaz, nucléaire, métaux, transit énergétique), ce qui crée des divergences d'intérêt sur les sanctions et offre à Moscou des marges de manœuvre persistantes. C'est l'ensemble de ces mécanismes que ce rapport s'emploie à cartographier.

Tableau 1 - Panorama des instruments de la guerre économique russe en Europe (2022-2025)

Domaine	Outil	Exemple clé	Impact principal
Énergie	Arme gazière et pétrolière	Réduction des livraisons de gaz 2021-2022	Inflation à 10,9 % dans l'UE (sept. 2022)
Matières premières	Maintien stratégique des exportations	Titane, uranium, engrais hors sanctions	Dépendances persistantes dans l'aéronautique et l'agriculture
Finance & marchés	Nationalisation forcée, sociétés-écrans	Confiscation actifs Air Liquide, Carlsberg	Pertes > 30 Md\$ pour les entreprises européennes en Russie
Renseignement	Espionnage industriel et militaire	Affaires Carsten L. (BND), Thomas H. (Bundeswehr)	Fuite de données sur l'aide militaire à l'Ukraine
Opérations cinétiques	Sabotages via agents recrutés en ligne	Incendies IKEA Vilnius, centre commercial Varsovie, camions Bundeswehr	Pression sociétale, coûts de sécurité accrus
Cyber	Attaques APT28/GRU sur	Contrôle aérien allemand (août 2024), barrage norvégien (avril 2025)	Disruption services publics, risque d'escalade

	infrastructures critiques		
Information	Désinformation, financement occulte de partis	Voice of Europe, élections moldaves 2024	Normalisation du discours pro-Kremlin, fatigue ukrainienne
Logistique	Flotte fantôme pétrolière	435-591 navires, 70 % des exports maritimes russes en 2024	Contournement de l'embargo européen sur le pétrole

2 L'instrumentalisation des dépendances européennes dans la guerre économique russe

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les dépendances de l'Union européenne à l'égard de la Russie sont devenues un paramètre central de sécurité économique et de souveraineté. Elles concernent tant les approvisionnements énergétiques et les matières premières critiques que des segments plus discrets tels que les engrais, les céréales ou certains pans de l'industrie de la santé. Leur évolution depuis 2022 et les mesures adoptées par l'UE pour en réduire les effets constituent désormais des éléments essentiels d'analyse du cadre géo-économique européen.

2.1 Dépendance des secteurs critiques à la Russie : l'exemple des métaux et du nucléaire civil

Les métaux critiques occupent une place stratégique dans la relation entre l'UE et la Russie. Le titane, l'uranium, les alliages industriels et les services nucléaires civils conditionnent la capacité de production de l'industrie aéronautique, militaire et énergétique des États membres. Depuis 2022, l'UE a délibérément exclu le titane de ses paquets de sanctions pour préserver sa filière aéronautique et ses programmes de défense. Le Centre commun de recherche (JRC) de la Commission relève que cette décision expose la chaîne de valeur du titane européen à sa concentration sur quelques producteurs non européens et à sa sensibilité aux aléas géopolitiques.

Au-delà du titane, la Russie conserve un rôle central dans le nucléaire civil. Les réacteurs de type VVER (Vodo-Vodianoï Energuetitcheski Reaktor), exploités en Hongrie et en Slovaquie notamment, restent liés à un écosystème russe complet : combustible, maintenance, pièces détachées. En janvier 2025, la Cour de justice de l'UE a validé la poursuite du projet Paks II, illustrant l'ampleur des dépendances contractuelles. La stratégie russe consiste ici à maintenir ces liens sans rupture brutale, en jouant sur la difficulté technique à substituer des combustibles pour des réacteurs conçus sur des spécifications soviétiques.

2.2 Impact sur le secteur de la santé : dépendance de la chaîne d'approvisionnement des radio-isotopes

Ce même secteur nucléaire crée une vulnérabilité moins visible, mais tout aussi critique : la chaîne d'approvisionnement en radio-isotopes médicaux. En Europe, environ 10 à 12 millions de procédures médicales annuelles reposent sur ces isotopes. Le molybdène-99 (Mo-99), précurseur du technétium-99m (Tc-99m), représente à lui seul 75 % des examens de scintigraphie. Si l'UE est l'un des premiers producteurs mondiaux d'isotopes finis, elle dépend des États-Unis et de la Russie pour l'enrichissement de certains isotopes stables et pour le combustible HALEU (high-assay low-enriched uranium) utilisé dans ses réacteurs de recherche.

Cette dépendance est difficile à résorber en raison de la physique même des isotopes médicaux : leur demi-vie très courte interdit toute constitution de stock stratégique. Contrairement au gaz ou au pétrole, ils doivent être produits en continu, transportés et utilisés dans des délais rigides. Toute perturbation d'approvisionnement se traduit directement par des annulations d'examens et de traitements. À cela s'ajoute un cadre réglementaire fragmenté : le transport de radiopharmaceutiques

implique des conteneurs spécialisés, une synchronisation logistique fine et la gestion d'un patchwork de réglementations nationales insuffisamment harmonisées.

L'UE a mis en place des programmes de réponse - l'European Radioisotope Valley Initiative (ERVI) et la stratégie SAMIRA - visant à renforcer la production domestique et à sécuriser les flux logistiques. L'Agence européenne des médicaments (EMA) note des progrès, mais signale des dépendances persistantes, notamment pour l'yttrium-176 utilisé pour produire le lutétium-177, isotope thérapeutique prometteur contre les cancers métastatiques.

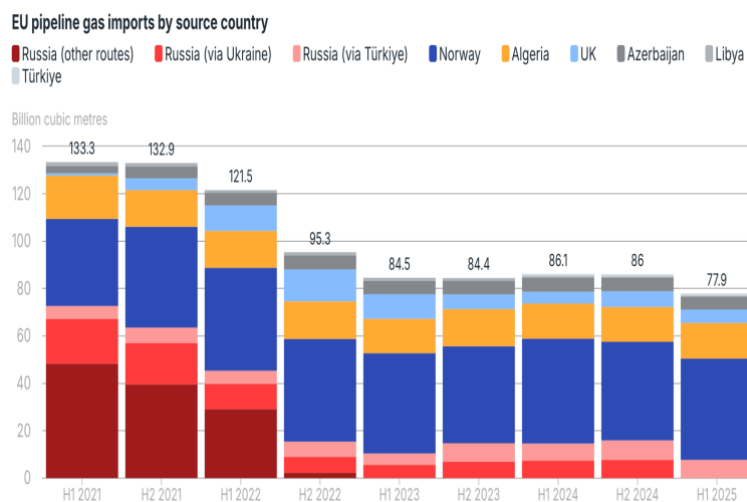
2.3 La stratégie énergétique russe face à l'Union Européenne

La dépendance énergétique européenne envers la Russie est le produit d'un choix stratégique assumé des deux côtés. Depuis la fin des années 1990, Moscou a construit une interdépendance avec une Europe avide d'hydrocarbures, selon une logique économique classique producteur-consommateur. Derrière cette façade commerciale, Vladimir Poutine cherchait à créer une dépendance structurelle susceptible de contraindre les décisions politiques européennes.

Ce projet est formalisé dès 2009 dans la stratégie énergétique russe à l'horizon 2030 (Energuetitcheskaya strategiya). Elle prévoit simultanément d'augmenter la production pour ouvrir de nouveaux marchés (Chine, Japon, Corée) et de maintenir la domination sur le marché européen. Les signaux d'alerte sont nombreux : coupures de livraisons en 2003, 2006, 2009 et 2010 sous prétexte de différends avec l'Ukraine ou la Biélorussie, mise en place de Nord Stream en 2012 pour contourner ces pays de transit. En 2014, 67 % du gaz russe à destination de l'Europe était en mesure de contourner l'Ukraine - et six pays européens importaient encore 100 % de leur gaz depuis l'Est.

L'invasion de 2022 contraint l'UE à agir. La Déclaration de Versailles (10-11 mars 2022) actait le découplage énergétique. Le résultat est substantiel mais coûteux : la part du gaz russe dans les importations européennes passe de 45 % en 2021 à 19 % en 2024. En contrepartie, la crise énergétique de 2022 est comparable aux chocs pétroliers des années 1970, avec un taux d'inflation atteignant 10,9 % dans l'UE en septembre 2022. Les divisions internes s'amplifient : la Hongrie et la Slovaquie, les plus dépendantes, refusent d'appliquer les sanctions énergétiques. L'indépendance complète est désormais fixée à 2027.

Figure 1 - Évolution des flux de gaz russe vers l'Union européenne



Source: [EU Joint Research Centre's security of gas supply dashboard](#).

Nota Bene : Le gaz russe transitant par la Lituanie vers l'enclave russe de Kaliningrad n'est pas inclus dans ces flux.

2.4 La dépendance des Européens face aux produits agricoles russes

Si le découplage énergétique progresse, la dépendance agricole, elle, n'a pas faibli. Depuis 2022, les importations européennes de céréales russes ont paradoxalement augmenté : 960 000 tonnes en 2022, 1,5 million de tonnes en 2023. Ce paradoxe s'explique par la conjonction de la demande et de la compétitivité. L'offre russe est massive, subventionnée et stimulée par une taxe d'exportation temporairement alléger. Les acheteurs européens du secteur agroalimentaire - surtout en Grèce et en Italie, où les céréales russes représentent 23 % des importations en 2023 - ont saisi cette opportunité de coût dans un contexte d'inflation alimentaire. Le total reste faible à l'échelle de l'UE (environ 1 % des importations), mais les vulnérabilités sectorielles et nationales sont réelles.

Le vrai levier russe n'est pas ce 1 %, mais la menace sur la sécurité alimentaire mondiale. Beaucoup de produits agricoles transitent par les ports européens avant d'être réexportés vers des pays tiers. Rompre les flux russes risquerait de déstabiliser des économies importatrices dans les pays du Sud, ce qui expose l'UE à une pression diplomatique et à des accusations de créer une crise alimentaire. C'est pourquoi il a fallu attendre le 30 mai 2024 pour que l'UE impose des droits de douane « prohibitifs » sur les céréales russes.

La dépendance aux engrais est plus structurelle. La Russie fournit à l'UE environ un quart de ses engrais azotés, soit 6,2 millions de tonnes en 2024. L'UE n'a commencé à taxer ces engrais qu'en mai 2025, avec des niveaux encore modestes - l'objectif de 100 % de taxation n'est fixé qu'à 2028. Pendant ce temps, Moscou applique une taxe à l'export de 23,5 % sur ses engrais, augmentant ses recettes. Les agriculteurs européens financent ainsi indirectement l'économie de guerre russe.

Sur le plan géopolitique, Moscou capitalise sur cette puissance agricole pour gagner des alliés au détriment de l'Europe. En 2023, la Russie a offert 75 000 tonnes de blé au Mali, saluées par le ministre malien de la Sécurité alimentaire comme une manifestation de solidarité. En février 2024, Moscou a promis 200 000 tonnes de céréales à six pays africains. Ces dons consolident une relation patron-client avec des gouvernements fragilisés, tout en éloignant ces pays de l'influence européenne.

3 Ingérence économique, espionnage et renseignement

Depuis 2022, Moscou a profondément restructuré son appareil de renseignement pour l'adapter à la guerre hybride en Europe. Le GRU a créé un « Service pour les activités spéciales » et l'unité 54654, spécialisée dans les réseaux d'agents légalisés opérant sous couverture commerciale, associative ou diplomatique. Le FSB a étendu ses missions à l'étranger, pendant que le SVR reconstituait ses réseaux HUMINT après l'expulsion de plus de 400 officiers de renseignement russes d'Europe. Cette convergence des services rend l'attribution des opérations plus difficile et professionnalise l'ensemble du spectre hybride.

3.1 Réorganisation du renseignement russe et pénétration des appareils européens

L'Allemagne est l'une des cibles prioritaires, en raison de son rôle de pivot dans le soutien militaire à l'Ukraine. En décembre 2022, l'arrestation de Carsten L., analyste du BND (Bundesnachrichtendienst), illustre la portée du problème. Contre rémunération de plus de 850 000 euros, il avait transmis au FSB des documents classifiés révélant que les services occidentaux étaient capables d'intercepter les communications du groupe Wagner. Cette fuite a permis à Moscou de renforcer le chiffrement de ses communications sur le front ukrainien et d'allonger la durée du conflit. En août 2023, Thomas H., sous-officier de la Bundeswehr, a de son côté approché directement l'ambassade russe à Berlin pour proposer des informations sur les flux d'armements livrés à l'Ukraine. La révocation en 2022 d'Arne Schönbohm, président du BSI (agence fédérale de cybersécurité), pour des liens supposés avec un lobby lié à d'anciens cadres du KGB, révèle une tentative d'influence au plus haut niveau des institutions de sécurité numérique allemandes.

Le Royaume-Uni est visé pour ses capacités de dissuasion nucléaire stratégique. En 2025, des engins et capteurs - potentiellement déployés par des yachts d'oligarques utilisés comme plateformes de recueil - ont été détectés à proximité des routes de patrouille des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) britanniques, notamment aux abords de la base de Faslane. La collecte de leurs signatures acoustiques permettrait à Moscou de localiser et de suivre ces sous-marins en cas de crise, forçant Londres à d'importants investissements de contre-mesures. Le navire cartographe russe Yantar, repéré dans la Manche, s'inscrit dans la même logique de reconnaissance préalable au sabotage des câbles sous-marins reliant le Royaume-Uni au continent.

En Pologne - principal hub logistique de l'aide militaire à l'Ukraine -, la Russie privilégie des opérations à bas coût. Mikhaïl Mirgorodsky est poursuivi par contumace pour avoir géré depuis le territoire russe un réseau de 30 agents du FSB via Telegram, chargés de missions de repérage, de propagande et de tentatives de sabotage ferroviaire. Un autre cas illustre comment Moscou exploite ses réseaux de diaspora : Igor Rogov, présenté comme un opposant russe en exil, s'est avéré être un agent du FSB infiltré, chargé d'espionner l'opposition et impliqué dans un projet d'attentat par colis piégé.

3.2 Ciblage de l'industrie de défense et des infrastructures critiques européennes

La Russie cible directement les industriels de défense, piliers du réarmement européen et du soutien à Kiev. En 2024, un complot visant l'assassinat d'Armin Papperger, PDG de Rheinmetall - premier fabricant européen d'obus de 155 mm et futur opérateur d'une usine en Ukraine - a été déjoué

grâce à la coopération entre services américains et allemands. Cette tentative s'inscrit dans une série d'actions visant à intimider l'écosystème industriel : l'objectif est d'augmenter les coûts de sécurité, de ralentir la production et d'envoyer un signal aux dirigeants qui envisageraient d'investir dans le réarmement européen.

Moscou a également systématisé le recrutement en ligne d'« agents jetables » via Telegram : rémunérés 50 à 100 euros en cryptomonnaie, ces individus sont chargés de micro-missions (affichage anti-OTAN, repérage de sites sensibles, collecte d'adresses email de journalistes). Une enquête menée en Belgique a mis en lumière ce dispositif, opéré par des intermédiaires russes. Ces agents de bas niveau saturent les services de contre-ingérence, brouillent la frontière avec la criminalité opportuniste et permettent à Moscou de démultiplier ses opérations à moindre coût tout en compliquant l'attribution judiciaire.

3.3 Ingérence politico-financière et guerre informationnelle

Parallèlement aux opérations clandestines, Moscou conduit une ingérence politico-financière systémique au cœur des institutions européennes. L'International Agency for Current Policy, un groupe de lobbying lié au Kremlin, a financé des élus en Allemagne, Autriche, Italie, Tchéquie et Pologne pour promouvoir des résolutions pro-russes - contestation des sanctions, reconnaissance de l'annexion de la Crimée - en rémunérant chaque vote plusieurs dizaines de milliers d'euros. L'oligarque Viktor Medvedtchouk a, via la plateforme Voice of Europe, financé des eurodéputés et des partis pour relayer des narratifs anti-ukrainiens, en mobilisant près de 200 millions d'euros consacrés aux médias, aux manifestations et aux achats de votes. L'ex-eurodéputé britannique Nathan Gill a été condamné pour ces liens, illustrant la stratégie de normalisation du discours pro-Kremlin au sein même du Parlement européen.

L'ingérence s'étend aux systèmes bancaires. Moscou utilise la capture financière d'élites et d'institutions - notamment via le blanchiment de capitaux par les banques baltes - pour créer des dépendances et contourner les sanctions. Ses sociétés-écrans et ses montages via paradis fiscaux lui permettent de maintenir des positions dans l'énergie et les infrastructures européennes, d'acquérir des technologies à double usage et d'exposer les entreprises européennes à des risques juridiques et réputationnels.

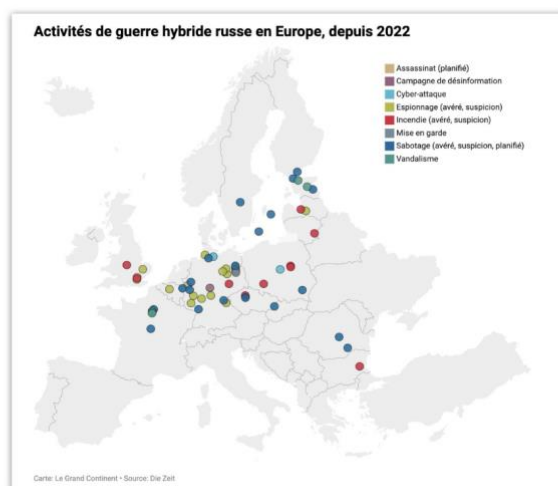
Sur le plan informationnel, l'UE a documenté des manipulations russes lors des scrutins de 2024 : désinformation ciblée, financement occulte de candidats eurosceptiques, amplification algorithmique de narratifs de division. En Moldavie, Moscou a investi des millions d'euros pour influencer l'élection présidentielle de 2024 - achats de votes, contrôle médiatique - avec pour objectif d'entraver l'ancrage pro-UE du pays et de démontrer aux capitales européennes que le soutien à l'Ukraine a un prix politique intérieur.

3.4 Sabotages : les nouvelles armes de la Russie contre l'Europe

La multiplication des sabotages en Europe depuis 2022 constitue l'expression cinétique de la guerre hybride russe. Ces opérations obéissent à une logique de déni plausible : en recrutant des intermédiaires locaux via les réseaux sociaux, Moscou maintient une distance opérationnelle qui

complice l'attribution et préserve l'escalade. La cible principale est le soutien à l'Ukraine - ses canaux logistiques, ses opinions publiques, ses industries d'armement.

Figure 2 - Cartographie des opérations de guerre hybride russe en Europe (2022-2025)



Source : Die Zeit, traduit et adapté par Le Grand Continent (janvier 2025). Plus de 60 opérations hybrides documentées depuis 2022.

Le mode opératoire se standardise : des individus vulnérables - jeunes, endettés, sans attaches - sont approchés en ligne, formés sommairement et rémunérés via cryptomonnaie. En mai 2024, un Ukrainien de 17 ans vivant en Lituanie a déclenché un incendie dans un IKEA de Vilnius contre 10 000 euros et une voiture neuve. La même année, un centre commercial de Varsovie était incendié sur commande des services russes. En juin 2025, des camions de la Bundeswehr ont été incendiés en Allemagne dans des circonstances similaires.

Ces actions ne se limitent pas aux cibles commerciales. En mai 2024, une usine berlinoise de Diehl Metal Applications - productrice de l'acier nécessaire aux systèmes de défense aérienne livrés à l'Ukraine - a brûlé dans des conditions suspectes. Des câbles sous-marins télécoms et électriques ont été coupés en mer Baltique entre l'Estonie et la Finlande. Des colis incendiaires ont été placés dans des entrepôts logistiques à Birmingham et à l'aéroport de Leipzig, destinés à être chargés sur des avions de fret.

La Russie perturbe aussi le domaine électromagnétique. Son brouillage GPS en mer Baltique affecte l'aviation civile et militaire, comme en témoignent les incidents touchant l'avion d'Ursula von der Leyen au-dessus de la Bulgarie (septembre 2025) et l'appareil du chef d'état-major allemand Carsten Breuer au-dessus de la Baltique.

3.5 Cyberattaques : les nouvelles armes de la Russie contre l'Europe

Les cyberattaques russes forment le volet numérique de la même stratégie de déstabilisation. Certaines opérations visent davantage l'effet symbolique : les attaques DDoS contre les sites des ports néerlandais et belges en juin 2023, revendiquées en réponse à la coalition F-16, ont rendu les portails

inaccessibles sans perturber les opérations physiques. Leur portée est surtout politique - un message adressé aux gouvernements.

D'autres opérations sont plus ambitieuses. En août 2024, le GRU (APT28) a mené une cyberattaque contre le contrôle du trafic aérien allemand (DFS), ciblant directement la sécurité opérationnelle. En avril 2025, des hackers russes ont forcé l'ouverture d'une vanne d'un barrage norvégien pendant quatre heures, en exploitant un système SCADA insuffisamment sécurisé. Le barrage n'était pas connecté au réseau électrique, limitant les dégâts ; mais l'attaque démontre la capacité à atteindre des infrastructures vitales. En août 2025, une cyberattaque visant le réseau d'eau potable d'une ville polonaise a été déjouée de justesse, révélant une montée en agressivité des opérations.

Ces événements pointent une vulnérabilité structurelle : les systèmes industriels de contrôle (SCADA/ICS) des infrastructures critiques européennes n'ont pas été conçus dans une logique de menace étatique avancée. La multiplication des tentatives en 2024-2025 indique que la Russie cartographie systématiquement ces failles pour pouvoir les activer en temps de crise.

4 La manipulation des marchés par Moscou dans sa guerre économique contre l'Union Européenne

La stratégie russe ne vise pas seulement à perturber les marchés européens de l'extérieur. Elle s'emploie aussi à les infiltrer et à les manipuler depuis l'intérieur, via trois mécanismes complémentaires : la nationalisation forcée des actifs européens en Russie, les réseaux de blanchiment intégrés au système financier de l'UE, et la flotte pétrolière clandestine qui contourne les sanctions énergétiques.

4.1 Nationalisation et rachats forcés : l'affaiblissement des fleurons industriels européens

Depuis l'invasion de 2022, l'UE a gelé entre 210 et 260 milliards d'euros d'avoirs de la Banque centrale russe dans des institutions financières européennes. Moscou dénonce ces mesures comme un « vol » et y répond par un arsenal de contre-sanctions progressivement durci. Le 1er octobre 2025, Vladimir Poutine a signé un décret réduisant à dix jours les délais d'évaluation préalables à la cession forcée d'actifs étrangers, ouvrant la voie à une confiscation systématique des biens d'entreprises issues de pays qualifiés d'« inamicaux ».

Les chiffres mesurent l'ampleur du mouvement. Avant la guerre, les entreprises étrangères en Russie généraient 320 milliards de dollars de chiffre d'affaires. En 2024, ce chiffre est tombé à 201 milliards. Pourtant, plus de 1 000 entreprises européennes restent présentes, actives ou en sommeil - 467 seulement ont définitivement quitté le pays. Le départ est complexe : taxe de sortie imposée par Moscou, décote obligatoire de 60 % sur les actifs cédés, taille des marchés engagés. Leroy Merlin, rebaptisé Lemana Pro via une holding aux Émirats arabes unis, réalisait près de 6 milliards de dollars de chiffre d'affaires en Russie en 2023, soit 20 % de son total mondial. Les entreprises allemandes restées sur place ont versé 1,72 milliard d'euros de taxes à la Russie depuis 2022, les entreprises italiennes environ 1 milliard.

La Russie est passée des menaces aux actes. En août 2025, Poutine a transféré par décret les actifs russes d'Air Liquide à la société locale M-Logistika. Heineken a dû céder ses parts au groupe russe Arnest pour un euro symbolique. Carlsberg, après avoir tout tenté pour négocier une cession à la valeur de marché, n'a pu vendre qu'avec une décote imposée de 60 %. Le mécanisme est clair : le Kremlin redistribue les actifs étrangers à des acteurs nationaux proches du pouvoir, affaiblissant ses concurrents européens tout en consolidant son contrôle sur des pans entiers de l'économie.

Tableau 2 - Entreprises européennes confisquées ou revendues à perte en Russie (2022-2025)

Entreprise	Mécanisme	Date	Détail	Perte estimée
Air Liquide (FR)	Décret présidentiel	Août 2025	Actifs transférés à M-Logistika par décret de Poutine	Élevée (non divulguée)
Heineken (NL)	Vente forcée	2022-2023	Parts cédées au groupe Arnest pour 1 euro symbolique	≈ 300 M€
Carlsberg (DK)	Décote imposée	2023-2024	Commission gouvernementale impose une décote de 60 % sur la valeur des actifs	Environ 400 M€
Leroy Merlin (FR)	Maintien sous contrainte	Depuis 2022	Rebaptisé Lemana Pro, holding aux EAU ; CA en Russie ≈ 6 Md\$ en 2023	Risque réputationnel et fiscal
Banques (UniCredit, Raiffeisen)	Maintien sous pression	Depuis 2022	Entreprises allemandes versent 1,72 Md€ de taxes russes depuis 2022	Financement indirect de l'effort de guerre russe

Sources : Reuters, Kyiv School of Economics, Euronews, leaverussia.org - compilation des auteurs.

4.2 Les réseaux de blanchiment russe en Europe : l'arme de l'ombre de la guerre économique

Dix-neuf paquets de sanctions n'ont pas empêché l'économie russe de croître de 4,1 % en 2024, mobilisant près de 10 % du PIB pour l'effort de guerre. L'une des clés de cette résilience est l'existence de réseaux de blanchiment construits patiemment depuis les années 1990 dans le système financier européen. Ces structures ne sont pas de simples mécanismes d'évasion fiscale : elles forment une infrastructure de guerre économique permettant au Kremlin de contourner les sanctions et de financer ses opérations.

Le scandale de la Danske Bank illustre comment ces réseaux fonctionnent. Entre 2007 et 2015, la succursale estonienne de la banque danoise a servi de hub pour transformer des capitaux d'origine douteuse - principalement russes et post-soviétiques - en fonds d'apparence légitime. L'Estonie, par sa proximité culturelle avec l'espace russe et son appartenance à l'UE depuis 2004, offrait une combinaison idéale : accès au marché européen, compréhension du monde russophone. La banque a finalement accepté de payer 2 milliards de dollars d'amende au Department of Justice américain. Des mécanismes comparables ont été documentés chez Swedbank (37 milliards d'euros de transactions suspectes via les Baltiques, 2014-2019) et Nordea (manque de vigilance sur des clients liés à la sphère

post-soviétique). Ces affaires montrent comment les capitaux russes utilisaient les places financières européennes comme relais de leur économie parallèle avant 2022.

Chypre joue un rôle structurel différent. Membre de l'UE depuis 2004 et de la zone euro depuis 2008, l'île a fonctionné comme un État-interface entre les mondes russe et européen. L'enquête Cyprus Confidential (ICIJ, novembre 2023) révèle que les Russes y ont placé près de 200 milliards d'euros d'actifs et que l'île héberge le siège de 300 entreprises russes. En février 2022, 96 oligarques sous sanctions continuaient de bénéficier des services de cabinets chypriotes. La fiscalité attractive, la naturalisation par investissement et des contrôles longtemps laxistes ont fait de Chypre une plateforme d'eupéanisation des capitaux russes. Sous pression de Bruxelles, Nicosie a renforcé son dispositif anti-blanchiment, mais les structures héritées - trusts, holdings, chaînes de sociétés - continuent de poser problème pour l'identification des bénéficiaires effectifs.

4.3 La flotte fantôme russe : un instrument majeur de contournement des sanctions européennes

Dès 2022, l'UE frappe le cœur des recettes russes en imposant un embargo sur le pétrole maritime et un plafonnement des prix à 60 dollars le baril. Les hydrocarbures représentaient en 2021 environ 45 % du budget fédéral russe et plus de 60 % des exportations. L'objectif est d'infliger un choc budgétaire durable. Le résultat est partiel : malgré les sanctions, les revenus pétroliers n'ont reculé que d'environ 14 % (de 512 à 441 millions d'euros mensuels).

La Russie a riposté en constituant une flotte pétrolière clandestine financée à hauteur de 10 milliards de dollars. Cette « flotte fantôme », forte de 435 à 591 navires en 2024, assure près de 70 % des exportations maritimes russes. Elle s'appuie sur des pays non alignés - Inde, Chine, Turquie - pour absorber les cargaisons. Son architecture de dissimulation est sophistiquée : sociétés-écrans aux Émirats arabes unis, en Chine, en Turquie ou en Inde pour masquer la propriété réelle ; pavillons de complaisance du Liberia, du Panama ou des Îles Marshall ; transferts de cargaisons en mer de nuit ou dans des zones peu surveillées ; extinction volontaire du système AIS de localisation ; falsification de position et changements d'identité des navires.

Les États européens disposent de marges d'action limitées : la Convention des Nations unies sur le droit de la mer protège ces navires par le droit de passage inoffensif, interdisant toute interception systématique sans risque d'escalade. En octobre 2025, l'UE a porté à 557 le nombre de navires fantômes interdits d'accès aux ports et services européens, mais leur présence en haute mer reste difficile à contrôler.

Des fragilités apparaissent néanmoins. En 2025, les revenus d'exportation pétrolière russes atteignent leur niveau le plus bas depuis le début du conflit. Les navires de la flotte vieillissent, les coûts logistiques explosent et les primes d'assurance non-occidentales augmentent fortement. En mer Noire, plusieurs pétroliers de la flotte fantôme ont été endommagés par des attaques de drones navals ukrainiens, réduisant la capacité d'exportation et accentuant les risques logistiques. Ces incidents, ajoutés aux pannes et accidents environnementaux, érode progressivement l'efficacité d'un dispositif conçu pour durer.

5 Conclusion du rapport : la guerre économique russe dans l'Union européenne

Cette étude montre que la guerre économique menée par la Russie contre l'Union Européenne s'inscrit dans une démarche cohérente, pensée sur le long terme et pleinement assumée par Moscou. En jouant sur des points critiques comme l'énergie, l'agriculture, les attaques cinétiques ou encore la désinformation, le Kremlin transforme chaque dépendance et fragilité de l'UE en moyen de pression. L'intention à terme est d'orienter les décisions politiques européennes et fragiliser la cohésion des États membres. L'analyse met en évidence combien l'interdépendance énergétique et financière bâtie depuis les années 1990, s'est retournée en instrument de coercition. Ceci révèle les angles morts de l'UE en matière de souveraineté économique, de sécurité des chaînes d'approvisionnement et de protection de ses infrastructures critiques.

Les outils économiques, loin d'être neutres, sont des instruments de puissance visant à affaiblir durablement l'Europe (à travers des nationalisations forcées, le blanchiment, la flotte fantôme ou la guerre informationnelle). Les réponses européennes - sanctions, diversification énergétique, renforcement de la résilience, débats sur l'usage des avoirs russes gelés - témoignent d'une prise de conscience réelle. Cependant, celle-ci reste inachevée, tant les dépendances héritées et les divergences entre les États membres continuent d'offrir à Moscou des marges de manœuvre.

Ce travail invite ainsi à penser la guerre économique comme un enjeu politique majeur, qui touche directement le niveau de vie des citoyens, la capacité industrielle du continent et, in fine, la liberté de décision des pays européens. Il préconise une approche intégrée de la sécurité économique. Réduire les dépendances critiques, contrôler les flux financiers et protéger les infrastructures ne doivent plus être vus comme des coûts, mais des conditions nécessaires à une puissance européenne capable de résister aux offensives hybrides russes et de défendre ses intérêts.

6 Annexes

Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), « La médecine nucléaire : une demande mondiale croissante », *Bulletin de l'AIEA*, vol. 55, no 4 (2014) : 8-9, consulté le 15 décembre 2025, https://www.iaea.org/sites/default/files/publications/magazines/bulletin/bull55-4/55405810809_fr.pdf

SHAPOCHKINA, Anastasiya. « L'énergie russe après trois ans de guerre. » *Areion24 News*, 23 septembre 2024. <https://www.areion24.news/2024/09/23/lenergie-russe-apres-trois-ans-de-guerre/>

AP News. « Germany blocks Russian oil tanker in the Baltic. » *AP News*, s.d. <https://apnews.com/article/germany-russia-oil-tanker-baltic-cec8ba89a7e328eed9c9a44556c43868>

APPERT, Olivier. « 2022 : le monde face à un choc énergétique majeur », *La Revue de l'Énergie*, 667(2), 9-13, 2023. <https://doi.org/10.3917/ener.667.0009>

Assemblée nationale, « Question écrite n° 2403 de Mme Claudia Rouaux (Ille-et-Vilaine – Socialistes et apparentés) », 11 mars 2025, <https://questions.assemblee-nationale.fr/q17/17-2403QE.htm>

BALMFORTH, Tom et SAUL, Jonathan, « Ukraine disables shadow fleet vessel with sea drones in Black Sea », *Reuters*, 10 décembre 2025.

<https://www.reuters.com/world/europe/ukraine-disables-shadow-fleet-vessel-with-sea-drones-black-sea-2025-12-10/>

BAYOU, Céline, « L'Europe et la diplomatie énergétique du pouvoir russe. Déficiences et dépendances », *Revue internationale et stratégique*, 68(4), 175-186, 2007.

<https://doi.org/10.3917/ris.068.0175>

BERGER, Annick, « Trois ans de guerre en Ukraine : comment la flotte fantôme hante les mers », *TF1 Info*, 2024.

<https://www.tf1info.fr/international/trois-ans-de-guerre-en-ukraine-russie-comment-la-flotte-fantome-russe-hante-les-mers-depuis-trois-ans-2349005.html>

BIJOTAT, Arthur et INGIUSTO, Dario, « Sabotages, vandalisme, espionnage, désinformation : ces opérations russes secrètes pour déstabiliser l'Europe », *Le Figaro*, 12 décembre 2025.

<https://www.lefigaro.fr/fig-data/sabotages-vandalisme-espionnage-desinformation-ces-operations-russes-secretes-pour-destabiliser-l-europe-20251212>

BLANK, Stephen et YOUNKYOO, Kim. « Economic Warfare a la Russe: The Energy Weapon and Russian National Security Strategy », *Comparative Strategy* 35, no. 5 (2016): 408–422. Accessed December 15, 2025.

<https://www.semanticscholar.org/paper/Economic-Warfare-a-la-Russe%3A-The-Energy-Weapon-and-Blank-Kim/55582353a3980f4b6bee56731e27c7020b0dbabc>

BORDOFF, Jason et GROSS, Samantha. « Russia's Use of the 'Energy Weapon' in Europe », *Rice University's Baker Institute for Public Policy*, October 18, 2021. Accédé le 15 décembre 2025.

<https://www.bakerinstitute.org/research/russias-use-energy-weapon-europe>

BOUISSOU, Julien ; MICHEL, Anne et TCHOUBAR, Poline. « Pourquoi l'impact des sanctions contre le pétrole russe s'affaiblit de jour en jour », *Le Monde*, 30 octobre 2024.

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/10/30/pourquoi-l-impact-des-sanctions-contre-le-petrole-russe-s-affaiblit-de-jour-en-jour_6366342_4355770.html

BOUISSOU, Julien ; MICHEL, Anne et TCHOUBAR, Poline, « Les flottes fantômes, atout stratégique de la Russie pour écouler son pétrole sous sanction », *Le Monde*, 30 octobre 2024.

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/10/30/les-flottes-fantomes-atout-strategique-de-la-russie-pour-ecouler-son-petrole-sous-sanction_6367064_4355770.html

BRET, Laurent. « Strategic Dependencies, a Question of Sovereignty », *European Issues* no. 630, Fondation Robert Schuman, 4 décembre 2025.

<https://www.robert-schuman.eu/en/european-issues/630-strategic-dependencies-a-question-of-sovereignty>

CAPRILE, Anna et LECLERC, Gabija, « Russia's shadow fleet », *EPRS Briefing* n°766242, 2024.

[https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI\(2024\)766242](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2024)766242)

Cellule de renseignement financier (CRF) Luxembourg, « Sanctions financières internationales – Russie », consulté le 12 décembre 2025,

<https://pfi.public.lu/fr/blanchiment/sanctions-financieres-internationale/SanctionsRussie.html>

Commission européenne, « EU sanctions against Russia — Energy measures », 2024.
https://commission.europa.eu/topics/eu-solidarity-ukraine/eu-sanctions-against-russia-following-invasion-ukraine/sanctions-energy_en

Commission européenne, « EU adopts new sanctions against Russia », 23 octobre 2025.
https://commission.europa.eu/news-and-media/news/eu-adopts-new-sanctions-against-russia-2025-10-23_en

Commission européenne, « RepowerEU », consulté le 15 décembre 2025.
https://commission.europa.eu/topics/energy/repowerEU_fr

Commission européenne, « L'Union européenne annonce de nouvelles mesures pour sécuriser la chaîne d'approvisionnement en radio-isotopes médicaux », communiqué de presse IP/21/265, 16 mars 2021.
https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_265

Conseil de l'Union européenne, « Mesures restrictives de l'UE contre la Russie », 2024.
<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions-against-russia/>

Conseil de l'Union européenne, « Le Conseil fixe des droits de douane plus élevés sur les produits céréaliers russes et biélorusses », 30 mai 2024.
<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2024/05/30/council-sets-higher-tariffs-on-russian-and-belarusian-grain-products/>

Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, « Stratégie énergétique de la Russie jusqu'en 2030 » [notre traduction], 13 novembre 2009.
<http://www.scrf.gov.ru/security/economic/document122/>

Cour de justice de l'Union européenne, communiqué de presse, 16 janvier 2025.
<https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2025-09/cp250116fr.pdf>

Courrier international. « Enquête Cyprus Confidential, quand Chypre alimente la machine financière du Kremlin ». <https://www.courrierinternational.com/article/enquete-cyprus-confidential-quand-chypre-alimente-la-machine-financiere-du-kremlin>

DALTON, David, « EU's Strong Position Under Threat From 'Foreign Dependencies' », *NucNet*, 24 octobre 2023.
<https://www.nucnet.org/news/eu-s-strong-position-under-threat-from-foreign-dependencies-10-2-2023>

Debunk.org, « Almost a Fifth of Pro-Kremlin Disinformation Targets Economic Sanctions », 8 octobre 2023.
<https://www.debunk.org/almost-a-fifth-of-pro-kremlin-disinformation-targets-economic-sanctions>

DE LA GRANGE, Arnaud, « À Londongrad, les oligarques russes font de la résistance », *Le Figaro*, 7 février 2023.
<https://www.lefigaro.fr/international/a-londongrad-les-oligarques-russes-font-de-la-resistance-20230207>

DIMITROVA, Irena. « EU-Russia Energy Diplomacy: 2010 and Beyond? », *Connections* 9, no. 4 (2010): 1–14.
https://connections-gj.org/system/files/download-count/09.4.01_Dimitrova.pdf

DUBLANCHE, Tess, « La flotte fantôme : comment la Russie contourne les sanctions internationales pour exporter son pétrole ? », *Portail de l'Intelligence Économique*, 2025. <https://www.portail-ie.fr/univers/2025/la-flotte-fantome/>

DUNLEVIE, Thea, « L'agriculture au service de la puissance russe », *Conflicts*, 26 juin 2024. <https://www.revueconflicts.com/lagriculture-au-service-de-la-puissance-russe/>

EuroNuclear, « Radioisotopes for Life: Ensuring European Supply – Stakeholders & Opportunities ». <https://www.euronuclear.org/news/radioisotopes-for-life-ensuring-european-supply-stakeholders-opportunities>

European Economic and Social Committee, Opinion EESC 2024/00265. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52024IE0265>

European Medicines Agency (EMA) and Heads of Medicines Agencies (HMA), *Tackling Vulnerabilities in the Supply Chain of Radiopharmaceuticals in the EU*, 14 April 2025. <https://www.ema.europa.eu/en/news/tackling-vulnerabilities-supply-chain-radiopharmaceuticals-eu>

FEDYK, Anastassia ; DERYUGINA, Tatyana ; RAJCA, Wiktor, « Rebalancing the scales: The need for tariffs on Russian grain », *CEPR*, 8 juin 2024. <https://cepr.org/voxeu/columns/rebalancing-scales-need-tariffs-russian-grain>

FISHER, Max. « The Hybrid Threat Imperative: Deterring Russia Before It Is Too Late », *CEPA*, 2025. <https://cepa.org/comprehensive-reports/the-hybrid-threat-imperative-deterring-russia-before-it-is-too-late/>

G7 Price Cap Coalition, « Guidance on the implementation of the Russian oil price cap », 2024. https://finance.ec.europa.eu/system/files/2024-01/guidance-russian-oil-price-cap_en.pdf

GALEOTTI, Mark. « The Ukraine War and the Shift in Russian Intelligence Priorities », *Intelligence and National Security* 39, no. 5 (2024): 703–722. <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/02684527.2024.2322807>

G7 Price Cap Coalition. « Guidance on the implementation of the Russian oil price cap », *G7 Price Cap Coalition*, 2024. https://finance.ec.europa.eu/system/files/2024-01/guidance-russian-oil-price-cap_en.pdf

G7 Price Cap Coalition. « Statements and guidance on the price cap », *G7 Price Cap Coalition*, 2024. https://finance.ec.europa.eu/publications/price-cap-coalition-statements-and-guidance_en

GIANNAKOPOULOS, Constantinos. « Russia's Weaponization of Energy in Europe; Its Implications for the Region and on European Energy Security », *Honors capstone thesis*, Syracuse University, 2022. https://surface.syr.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2763&context=honors_capstone

Grey Dynamics. « The Silent Hand: Russian Intelligence Activities in Europe », *Grey Dynamics*, 2024. <https://greydynamics.com/the-silent-hand-russian-intelligence-activities-in-europe/>

GRYNSZPAN, Emmanuel et PIETRALUNGA, Cédric. « Au-dessus de la mer Baltique, le brouillage du GPS par la Russie s'épaissit », *Le Monde*, 30 avril 2024. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/04/30/au-dessus-de-la-mer-baltique-le-brouillage-du-gps-par-la-russie-s-epaissit_6230824_3210.html

BOUTIN, Hippolyte. « Euratom appelle à renforcer les capacités de conversion et d'enrichissement en Europe », *Sfen*, 6 septembre 2024, mis à jour le 10 septembre 2024.
<https://www.sfen.org/rgn/euratom-appelle-a-renforcer-les-capacites-de-conversion-et-denrichissement-en-europe/>

International Consortium of Investigative Journalists. « Cyprus Confidential », *ICIJ*.
<https://www.icij.org/investigations/cyprus-confidential/>

Joint Research Centre (JRC). « Closing the loop on the EU's titanium supply chain », *Commission européenne*, 23 janvier 2025.
https://joint-research-centre.ec.europa.eu/jrc-news-and-updates/closing-loop-eus-titanium-supply-chain-2025-01-23_en

JONES, Seth G. « Russia's Shadow War Against the West », *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, mars 2025.
<https://www.csis.org/analysis/russias-shadow-war-against-west>

KONONENKO, Konstantin. « Hybrid Strategy of the Russian Federation toward European Countries », Kyiv : *Konrad-Adenauer-Stiftung*, 2022.
https://www.kas.de/documents/d/ukraine/kononenko_hybrid_strategy_of_russia_eng

KONONENKO, Konstantin. « Hybrid Strategy of the Russian Federation toward European Countries », Kyiv : *Konrad-Adenauer-Stiftung*, 2022.
https://www.kas.de/documents/d/ukraine/kononenko_hybrid_strategy_of_russia_eng

Kyiv School of Economics. « Over 160 international companies left Russia in 2024 — KSE Institute », 8 janvier 2025.
<https://kse.ua/about-the-school/news/160-international-companies-left-russia-in-2024/>

LANDRIN, Sophie. « L'Inde, plaque tournante pour le pétrole russe », *Le Monde*, 28 avril 2023.
https://www.lemonde.fr/international/article/2023/04/28/l-inde-plaque-tournante-pour-le-petrole-russe_6171422_3210.html

Laradioactivite.com. « Production radioisotopes : La production de radioisotopes pour la médecine nucléaire », *Laradioactivite.com*.
https://laradioactivite.com/medecin/production_radioisotopes

Le Figaro, avec AFP. « Berlin : une usine d'armement est en feu, générant un nuage toxique dangereux », *Le Figaro*, 3 mai 2024.
<https://www.lefigaro.fr/international/berlin-une-usine-d-armement-est-en-feu-generant-un-nuage-toxique-dangereux-20240503>

Le Figaro, avec AFP. « Guerre en Ukraine : la Russie soupçonnée d'avoir tenté d'assassiner le PDG de Rheinmetall, un grand fabricant d'armes », *Le Figaro*, 11 juillet 2024.
<https://www.lefigaro.fr/international/guerre-en-ukraine-la-russie-soupconnee-d-avoir-tente-d-assassiner-le-pdg-de-rheinmetall-un-grand-fabricant-d-armes-20240711>

Le Figaro, avec AFP. « Lituanie : un Ukrainien condamné à de la prison ferme après l'incendie d'un magasin IKEA », *Le Figaro*, 24 novembre 2024.
<https://www.lefigaro.fr/international/lituanie-un-ukrainien-condamne-a-de-la-prison-ferme-apres-l-incident-d-un-magasin-ikea-20251124>

Le Figaro, avec AFP. « Pétrole : les revenus d'exportation de la Russie tombent à leur plus bas niveau depuis le début de la guerre », *Le Figaro*, 11 décembre 2025.
<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/petrole-les-revenus-d-exportation-de-la-russie-tombent-a-leur-plus-bas-niveau-depuis-le-debut-de-la-guerre-20251211>

Le Figaro, avec AFP. « Qu'est-ce qu'une flotte fantôme, l'arme russe pour contourner les sanctions ? », *Le Figaro*, 1er février 2024.
<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/qu-est-ce-qu-une-flotte-fantome-l-arme-russe-pour-contourner-les-sanctions-20240201>

Le Monde, avec AFP. « La Pologne accuse les services russes d'avoir commandité l'incendie d'une halle à Varsovie en 2024 », *Le Monde*, 12 mai 2025.
https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/12/la-pologne-accuse-les-services-russes-d-avoir-commandite-l-incendie-d-une-halle-a-varsovie-en-2024_6605163_3210.html

Le Monde, avec AFP. « L'avion d'Ursula von der Leyen victime d'un brouillage GPS à son arrivée en Bulgarie : la Commission européenne accuse la Russie », *Le Monde*, 1er septembre 2025.
https://www.lemonde.fr/international/article/2025/09/01/l-avion-d-ursula-von-der-leyen-victime-d-un-brouillage-gps-a-son-arrivee-en-bulgarie-dimanche-la-commission-europeenne-accuse-la-russie_6638023_3210.html

Le Monde, avec AFP. « Sabotage de câbles en mer Baltique : trois marins, dont le capitaine du Eagle S, inculpés en Finlande », *Le Monde*, 11 août 2025.
https://www.lemonde.fr/pixels/article/2025/08/11/sabotage-de-cables-en-mer-baltique-trois-marins-dont-le-capitaine-du-eagle-s-inculpes-en-finlande_6628268_4408996.html

Le Parisien, avec AFP. « Une attaque contre notre démocratie : l'Allemagne soupçonne la Russie de sabotage après l'incendie des camions de son armée », *Le Parisien*, 27 juin 2025.
<https://www.leparisien.fr/international/une-attaque-contre-notre-democratie-l-allemande-soupconne-la-russie-de-sabotage-apres-l-incendie-des-camions-de-son-armee-27-06-2025-5EBI27XL6JHTJMXS32LYMHU7ZI.php>

Le Parisien, avec AFP. « Une guerre numérique avec la Russie est en cours : une cyberattaque visant l'approvisionnement en eau d'une ville déjouée en Pologne », *Le Parisien*, 14 août 2025.
<https://www.leparisien.fr/faits-divers/une-guerre-numerique-avec-la-russie-est-en-cours-une-cyberattaque-visant-l-approvisionnement-en-eau-d-une-ville-dejouee-en-pologne-14-08-2025-IA2KGRN4S5HAPOUF3H4QLZ7S5M.php>

La Presse. « Allemagne : le chef de l'armée, interférences GPS également sur mon avion », *La Presse*, 1er septembre 2025.
<https://fr.lapresse.it/etranger-fr/2025/09/01/allemande-chef-de-l-armee-interferences-gps-egalement-sur-mon-avion/>

PLACE, Richard. « Royaume-Uni : l'argent sale russe s'est infiltré partout dans notre société », *France Culture*, consulté le 15 décembre 2025.
<https://www.radiofrance.fr/franceculture/royaume-uni-l-argent-sale-russe-s-est-infiltre-partout-dans-notre-societe-8826284>

PICKARD, Jime. « UK investor visa would attract 'criminals and spies', campaigners warn », *Financial Times*, consulté le 14 décembre 2025.
<https://www.ft.com/content/afd7e1ee-16ae-41cc-93cc-f4d931f1c80b>

PISHCHALNIKOVA, Tatiana. « Fuel, Fear and Falsehoods: Defending Europe and Ukraine from Russia's Hybrid Energy War », *EU Institute for Security Studies (EUISS) Brief*, 9 décembre 2025. <https://www.iss.europa.eu/publications/commentary/fuel-fear-and-falsehoods-defending-europe-and-ukraine-russias-hybrid-energy>

RAINA, Naman et TEWARI Anand Kumar. « Some Insights into the Bilateral Value Chains—The EU and Russia », *Economies* 11, no. 7 (2023): 186. <https://www.mdpi.com/2227-7099/11/7/186/pdf>

RAINA, Naman et TEWARI Anand Kumar. « Mapping the European Union's Renewable Energy Transition Amidst the Russo-Ukrainian War », *International Journal for Multidisciplinary Research* 6, no. 3 (May–June 2024). <https://www.ijfmr.com/papers/2024/3/19712.pdf>

RAINA, Naman et TEWARI Anand Kumar. « Investigating Divergent Energy Policy Fundamentals: Warfare Assessment of Past Dependence on Russian Energy Raw Materials in Europe », *Energies* 16, no. 4 (2023): 2019. <https://www.mdpi.com/1996-1073/16/4/2019/pdf>

RFI. « Le titane, le métal de l'aviation qui échappe aux sanctions contre la Russie », cité dans GIFAS, *Press Summary*, 26 mai 2025, consulté le 15 décembre 2025. <https://www.gifas.fr/press-summary/le-titane-echappe-aux-sanctions-contre-la-russie>

Reuters. « Companies sell their business in Russia », *Reuters*, 28 mars 2024. <https://www.reuters.com/business/companies-sell-their-businesses-russia-2024-03-28/>

Reuters. « Putin moves Air Liquide's Russian assets to local company », *Reuters*, 29 août 2025. <https://www.reuters.com/en/putin-moves-air-liquides-russian-assets-local-company-2025-08-29/>

Reuters. 2024. "Belgian Farmers Block Roads to Zeebrugge Port as French Protests Spill Over." *Reuters*. January 30, 2024. <https://www.reuters.com/world/europe/belgian-farmers-block-zeebrugge-port-french-protests-spill-over-reports-2024-01-30/>

Sénat. « Taxation des engrais russes », réponse du Ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire, 4 décembre 2025. <https://www.senat.fr/questions/base/2025/qSEQ250705615.html>

SEIBT, Sébastien. « Danemark : l'Estonie au cœur du scandale de blanchiment de Danske Bank », *France 24*, publié le 24 septembre 2018, consulté le 12 décembre 2025. <https://www.france24.com/fr/20180924-danemark-estonie-danske-bank-scandale-oligarque>

Sillon Belge. 2024. "La taxe sur les céréales russes devrait empêcher leur importation dans l'UE." *Sillon Belge*. March 22, 2024. <https://www.sillonbelge.be/12575/article/2024-03-22/la-taxe-sur-les-cereales-russe-devrait-empêcher-leur-importation-dans-lue>

SIMONET, Loïc. « La crise du gaz de 2014 entre l'Ukraine et la Russie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Géoéconomie* 71(4), 2014 : 95–118. <https://doi.org/10.3917/geoec.071.0095>

STÖCKL, Benedikt. « Les ports néerlandais à nouveau victimes de cyberattaques prorusses », *Euractiv*, 22 février 2022.

<https://euractiv.fr/news/les-ports-neerlandais-a-nouveau-victimes-de-cyberattaques-prorusses/>

Supply Agency of the European Atomic Energy Community (Euratom Supply Agency). « Supply of medical radioisotopes », consulté le 15 décembre 2025.

https://euratom-supply.ec.europa.eu/activities/supply-medical-radioisotopes_en

Union européenne. Journal officiel de l'Union européenne, *Décision (PESC) 2025/2032 du Conseil du 23 octobre 2025 modifiant la décision 2014/512/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine*, consulté le 15 décembre 2025.

https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=OJ:L_202502032

VIT, Stepanek. « Nationalization and forced sales. Moscow plans retaliation for frozen Russian assets », *EUPerspectives*, 02 octobre 2025.

<https://euperspectives.eu/2025/10/moscow-retaliation-frozen-russian-assets/>

World Nuclear Report. « Les dépendances étrangères du nucléaire français, » *World Nuclear Report*, 22 juin 2025, consulté le 15 décembre 2025.

<https://www.worldnuclearreport.org/Les-dependances-etrangees-du-nucleaire-francais>

EGE Ecole de Guerre
Economique

Ecole de Guerre Economique
196 rue de Grenelle, 75007 Paris
ege.fr



AEGE – Le réseau d'experts en intelligence
économique

aege.fr

portail-ie.fr

infoguerre.fr